

DEPARTEMENT DE LA VENDEE



Chassenon le Bourg

Aménagement d'un cheminement piétonnier

Route de Parthenay

ACTE D'ENGAGEMENT

Maître d'Ouvrage

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire

Commune : Xanton Chassenon

Mairie – 01 Place de la Mairie

85240 XANTON CHASSENON

mairie.accueil@xantonchassenon.fr

Maître d'Oeuvre

Aménagement Ingénierie VRD

53 rue de la Famille Allix

85200 FONTENAY LE COMTE

am.i.vrd@orange.fr

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACTE D'ENGAGEMENT

(AE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Monsieur le Maire

Objet du marché

Aménagement d'un cheminement piétonnier route de Parthenay

Marché sur procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique.

Date du marché

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

L'acte d'engagement comporte ____ pages et les annexes n° ____

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

Monsieur le Maire

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur le Maire

Ordonnateur

Monsieur le Maire

Comptable public assignataire

Madame ou Monsieur le Receveur Municipal

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :											

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1											
Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :											

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) **du présent marché** et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R.2143-1 et suivants du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles ci-dessus ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles ci-dessus ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

ARTICLE 2. PRIX

2-1. Montant du marché

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise des prix (mois m0).

Les prix unitaires figurant au bordereau sont fermes pour la (les) tranche (s) ferme (s) et actualisable (s) pour la (les) tranche(s) optionnelle(s) sauf si elle(s) sera (sont) affermie(s) avec la tranche ferme.

L'opération n'est pas allotie

Tranche ferme,

L'évaluation des travaux de la tranche ferme (TF), telle qu'elle résulte du détail estimatif est :

- Montant hors TVA :
 - TVA au taux de %, soit
 - Montant TVA incluse :
- Arrêté en lettres à

ARTICLE 3. DELAI DE REALISATION

3-1. Période de préparation

Le délai de la période de préparation est de 15 jours à compter de la date de la notification du marché.
Ce délai n'est pas compris dans la période d'exécution.

3-2. Période d'exécution

La période d'exécution des travaux est souhaitée à partir du 01 Septembre 2025 pour une durée de 2 mois pour l'ensemble des tranches. La date de début des travaux sera fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

L'affermissement de la (les) tranche (s) optionnelle (s) sera fait s'il y a lieu dans un délai de 1 mois après la notification du début des travaux de la tranche ferme.

3-3. Délai ou délais distincts

Sans objet

3-4. Période d'exécution proposée par l'entreprise (partie à compléter par l'entreprise mandataire)

- Date de début des travaux: _____
- Date de fin des travaux : _____

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

☐ Entrepreneur unique

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :																						
à :																						
au nom de :																						
sous le numéro :																clé RIB :						
code banque :																code guichet :						

IBAN :																									
BIC :																									

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement solidaire**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :															
à :															
au nom de :															
sous le numéro :												clé RIB :			
code banque :								code guichet :							
<input type="checkbox"/> Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.															

IBAN :															
BIC :															

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

4-1. Avances

- ☐ L'entreprise souhaite bénéficier de l'avance forfaitaire.
- ☐ L'entreprise ne souhaite pas bénéficier de l'avance forfaitaire.

Article R. 2391-1 du décret 2018-1075 du 8 décembre 2018

- L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 250 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à trois mois.
- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12, une avance est versée lorsque le montant initial du marché ou de la tranche est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des entrepreneur(s) :

Acceptation de l'offre
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.
La Personne Responsable du Marché
À : le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

L'entrepreneur / mandataire du groupement :

ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

☐ ANNEXE N° ____ A L'ACTE D'ENGAGEMENT

☐ DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE

Acceptation d'un sous-traitant Agrément de ses conditions de paiement

Marché

N° du marché : _____ (Ligne réservée à l'administration)

Objet : Aménagement d'un cheminement piétonnier route de Parthenay

Titulaire :

Prestations sous-traitées

Nature :

Montant prévisionnel hors TVA
des sommes à payer directement :

Montant prévisionnel TVA incluse
des sommes à payer directement :

Sous-traitant

Nom, raison **ou**
dénomination sociale :

Entreprise individuelle **ou**
Forme juridique de la société :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

Adresse :

(Tél.)

Compte à créditer (joindre un RIB ou RIP) :

– ouvert à l'organisme bancaire :

– à :

– au nom de :

sous le n° :

Clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN :

BIC :

Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Date d'établissement des prix :

Modalités de variation des prix :

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

Pièces à remettre systématiquement

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :
 - a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
 - b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ;
 - c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ;
 - d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce** ;
 - e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
 - g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

– Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Pièce à remettre en cas de déclaration spéciale en cours de marché

☐ Le titulaire rend à la PRM l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La PRM mentionnera le montant maximal de la créance qu'il pourra nantir ou céder.

☐ L'exemplaire unique est remis à l'établissement de crédit et ne peut être restitué. Le titulaire produit une attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

ATTENTION : L'une des deux pièces doit être obligatoirement fournie avec la présente déclaration.

Autres renseignements

Personne habilitée à donner les renseignements :

Madame ou Monsieur le Maire

Comptable assignataire des paiements :

Madame ou Monsieur le Receveur Municipal

Le titulaire

A
Le

Le mandataire du groupement

A
Le

Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

A _____ le _____

La personne responsable du marché